



Pour un travail social à la hauteur des défis sociétaux : Agir maintenant !

En décembre 2023, la remise du livre blanc du travail social au gouvernement et aux acteurs du secteur, marquait une étape clé pour reconnaître le rôle et l'importance du travail social. Ce travail, fondé sur la parole des acteurs (Professionnelles, employeurs, syndicats, institutions, personnes concernées...), prolongé par la feuille de route actuelle du HCTS, avait permis de fixer les bases d'une mobilisation ambitieuse.

Depuis, malgré les convictions affichées, l'écoute apportée, force est de constater que la structuration d'un plan d'actions pour affronter le défi de l'attractivité des métiers du lien et du prendre soin n'est toujours pas au rendez-vous.

L'urgence est toujours la même.

Les établissements et services du secteur social et médico-social sont confrontés à une équation impossible : d'un côté des postes vacants, de l'autre des financements insuffisants pour garantir un accompagnement digne et de qualité à l'aune des besoins des personnes à accompagner.

Cela entraîne une pénurie inquiétante de professionnels qualifiés, des équipes réduites, sous tension, intervenant dans des conditions de travail dégradées, et pouvant entraîner inévitablement des fermetures de services.

Pendant ce temps, la précarité croît (9 millions de personnes en situation de pauvreté) qui s'accompagne de réalités insupportables : 2 000 enfants dormant à la rue ; 2,7 millions de personnes en attente de logement social ; une augmentation de la précarité alimentaire à cause de l'inflation ; des placements non exécutés...

Ces difficultés se répercutent dans chaque politique publique. Chaque réforme votée ajoute une dimension de complexité et fragilise encore davantage les structures déjà en difficulté :

- Face au vieillissement de la population, la société exprime le besoin du bien vieillir à domicile. Pourtant l'ensemble du secteur de l'aide à domicile est aujourd'hui en situation de sinistrose majeure.
- Dans le champ du handicap et de l'autonomie, dont les associations sont les acteurs quasi uniques, la situation financière suscite tout autant d'inquiétude.

- Les déserts médicaux et d'offres de services sociaux s'amplifient et limitent l'accès à la santé et aux droits d'un nombre croissant de concitoyens.
- En outre, aucun moyen de grande ampleur n'a été annoncé pour la santé mentale, déjà bien mal lotie, alors même qu'elle est grande cause nationale.

Pour finir, le secteur de la protection de l'enfance, malgré une mobilisation des associations, surtout, et des pouvoirs publics, est à bout de souffle. Elle n'est plus en mesure aujourd'hui d'assurer sa mission à savoir protéger chaque enfant sous sa responsabilité.

Lutter contre la pauvreté et aller vers les personnes isolées socialement, précarisées financièrement, leur donner confiance dans la relation aux services et les soutenir dans une dynamique de parcours qui prenne en compte leurs capacités pour les aider à lever leurs difficultés ne peut pas se faire dans ces conditions. Il faut du temps, de la patience, du temps d'interconnaissance, de maillage et d'organisation de coopération avec les autres acteurs déjà en place pour redonner aux professionnels leur capacité d'agir. Cela nécessite de la stabilité et un investissement politique de grande ampleur dans les sujets sociaux.

Enfin, la formation des travailleurs sociaux est également au cœur d'une situation délicate. Les budgets alloués aux formations sont insuffisants, alors qu'il faut accompagner les évolutions de pratiques professionnelles, les évolutions réglementaires, les transformations nécessaires comme la prise en compte de l'impératif écologique. Comment répondre aux défis d'une société en évolution sans investir dans le travail social et auprès de celles et de ceux qui accompagnent les plus fragiles ? Aussi, la mise en place de Parcoursup pour les formations de travail social a fortement modifié le « profil » des candidats dans les formations pour lesquels le besoin d'accompagnement s'avère plus important durant la formation, alors qu'il est aussi constaté un taux d'arrêt de stages et de formations plus élevé qu'auparavant.

Nous devons enfin passer à l'action

Des mesures concrètes portées par le livre blanc doivent maintenant se mettre en œuvre sans attendre :

- Un grand chantier autour de la question des ratios d'encadrement, alors que le décret Taquet n'en finit plus de ne pas être publié
- Une réforme des modes de financements des structures sociales et médico-sociales pour des modèles plus pérennes et sécurisants. Les appels à projets peuvent constituer une fragilisation de l'action sociale de terrain par la mise en place d'actions non pérennes faute de financements stables. Ces logiques de financement engendrent un éparpillement des actions et ne soutiennent pas le fonctionnement quotidien des établissements et services.

- La création d'un observatoire national des emplois et des compétences dédiées au secteur social pour anticiper les besoins
- La mise en place annoncée du futur Institut National du Travail Social, en charge notamment de la valorisation des travaux de recherche sur le sujet.
- Un comité de suivi du livre blanc piloté au meilleur niveau pour garantir une mobilisation collective

Le « baromètre des Territoires » 2025 d'Elabe de janvier 2025 confirme que plus de 90 % des habitants du pays sont attachés à notre modèle de solidarité. Pourtant cette solidarité est en péril. Le HCTS tire la sonnette d'alarme. Au vu de la situation si rien n'est fait, c'est la pérennité même du système de solidarité (dont le travail social est un élément clef), dont il est question.